

# la Révolution prolétarienne

**REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925**

Pour faire échec à la recolonisation

**JOIGNONS NOS EFFORTS A CEUX D'A.I.C.F.**

**(Action Internationale Contre la Faim)**

*De l'aide à la recolonisation*, tel était le titre d'un ouvrage, déjà vieux de huit ans, que Tibor Mende, le grand spécialiste des problèmes du Tiers et du Quart-Monde avait consacré à l'« échange inégal » entre les pays économiquement avancés, industriels et à hauts revenus et les pays ex-coloniaux, arriérés et pauvres.

Depuis cette date, la situation n'a fait qu'empirer et, tout récemment, dans la conclusion de sa *Pensée anticoloniale*, Ch. A. Julien corroborait l'analyse de Tibor Mende : « Que le monde soit capitaliste ou communiste, il pratique une politique aussi égoïste, si ce n'est plus que le colonialisme de jadis ». Et il poursuivait : « Le monde des nantis ne trouve pas les moyens, par des sacrifices qui ne l'épuiseraient point, de sauver les milliers d'enfants qui meurent, chaque jour, de sous-nutrition... Mais que compte le long trône d'agonie des populations sahéliennes aux prix des exigences financières qu'impose l'emploi des équipements militaires nécessaires à la politique dite de soutien ? Une idéologie humaniste incapable d'être humaine et une idéologie communiste dont le social est le moindre souci, annulent les progrès qu'on eût pu attendre de la décolonisation ».

★★

« Contre l'extermination par la faim de la moitié du monde, soutenons la lutte des radicaux italiens. » C'est par ce trop modeste appel que se terminait la *R.P.* d'août-septembre dernier. Mais nous venions de boucler le numéro, lorsque avait paru, dans *Le Monde* du 14 septembre, l'article de Maria-Antonietta Macchicchi : *Sauver les condamnés à mort* — entendez les dizaines de millions d'individus qui meurent de faim chaque année (50 millions, dont 17 millions d'enfants pour la seule année 1979).

Ancienne militante et député du P.C. italien, dont elle était l'« enfant terrible » et finit par se faire exclure en 1977, M.-A. Macchicchi est l'auteur de

## DANS CE NUMÉRO :

- **LE CHOIX  
INTERNATIONALISTE**  
par Raymond GUILLORE
- **LE BOYCOTTAGE  
DES JEUX OLYMPIQUES**  
par SANTEUIL
- **ATTENTION ! DANGER !**  
par N. FAUCIER
- **LETTRE D'AMÉRIQUE**  
par Pierre AUBERY

toute une série d'ouvrages remarquables (*Lettres de l'intérieur du Parti, De la Chine, Pour Gramsci, Après Marx Avril*, etc.). Professeur à l'Université de Vincennes, elle a animé un séminaire de recherches sur l'histoire du fascisme. On ne s'étonnera pas qu'elle ait rejoint cet extraordinaire petit parti radical italien, dont Guilloré, dans ces colonnes, en février 1979, saluait la vitalité révolutionnaire et l'internationalisme authentique. Elle le représente au Parlement européen de Strasbourg.

Son article sur le problème de la faim, elle l'avait écrit au retour de Montréal où, avec Marco Pannella, le leader du parti, et deux autres de ses collègues, elle venait d'assister à la cinquième session du Conseil mondial de l'alimentation des Nations-Unies. Tous quatre revenaient écoeurés de ces palabres, consternés par le pharisaïsme des nantis. Celui des pays capitalistes qui ne donnent qu'à contre-cœur et au compte-gouttes. Mais aussi celui des pays prétendument socialistes qui refusent de donner, sous prétexte que l'aide internationale ne peut être qu'une forme déguisée de vassalisation des pays sous-développés par le capitalisme. Marco Pannella n'avait d'ailleurs pu se retenir de leur lancer à la figure : « Nous estimons qu'il n'est plus possible de vivre dans un monde où la civilisation nous dicte le dogme selon lequel la vie est sacrée, tandis que nous vivons dans une année de génocides qui sont certainement les plus importants que cette civilisation ait connus, y compris ceux qui ont eu lieu du fait du nazisme et du stalinisme. »

C'est pourquoi M.-A. Macchiocchi annonçait l'intention des radicaux italiens, pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs, de susciter un débat sur ce drame de la faim tant au Parlement italien, dont ils avaient réclamé et obtenu une convocation extraordinaire, qu'au Parlement européen de Strasbourg.

Le débat de Strasbourg fut précédé d'une conférence de presse à laquelle, aux côtés de Marco Pannella et de M.-A. Macchiocchi, participèrent Jacques Attali, Bernard-Henri Lévy, Roger Garaudy et Susan George, l'auteur du livre fameux *Comment meurt l'autre moitié du monde*. Des propositions y furent faites, à partir desquelles on élaborait des amendements destinés à concrétiser le texte de la résolution qui serait soumise à l'Assemblée. Ils prévoyaient, entre autres, la rédaction d'une Charte des droits économiques de l'homme et d'un *Livre blanc* sur la faim dans le monde, la création de commissions d'enquête sur l'activité des multinationales, la constitution de « brigades internationales de la faim », etc.

Hélas ! Reporté à la séance finale, le débat se déroula dans la nuit du 25 au 26 octobre et fut escamoté de façon si odieuse que le correspondant du *Figaro* lui-même devait stigmatiser l'« attitude proprement scandaleuse » de l'Assemblée qui, en l'occurrence, s'était « déconsidérée ».

Les radicaux italiens n'ont pas baissé les bras pour autant. Ils ont exigé qu'un nouveau débat se déroule à Strasbourg en février. Mais ils ont tiré la leçon du « sabotage » du précédent débat. Et, dans un nouvel article du *Monde* (11-12 novembre), M.-A. Macchiocchi a proposé la création d'un organisme du type d'Amnesty International pour « enquêter, témoigner, intervenir... à partir de quelques cas précis de pays ravagés par la famine... [en dehors]

de toute subordination aux pouvoirs politiques de l'Ouest comme de l'Est ». Sans négliger la pression qu'il conviendrait d'exercer sans relâche sur les responsables de tous ordres, elle faisait prioritairement appel à l'action directe et immédiate « des citoyens eux-mêmes, de tous les individus de bonne volonté ».

Le 26 novembre, le professeur Kastler, entouré de M.-A. Macchiocchi, J. Attali, B.-H. Lévy, Philippe Sollers, Marek Halter, annonçait la création du comité *Action internationale contre la faim* et présentait sa charte (1).

Comité décentralisé et apolitique, A.I.C.F. se propose deux objectifs : la sensibilisation de l'opinion publique européenne au drame de la faim et le secours immédiat et ponctuel aux victimes des famines. Ses comités locaux, constitués dans le plus grand nombre possible de communes, adopteront chacun une ville ou un village du Tiers-Monde particulièrement frappé par la malnutrition. Ils mettront sur pied un secours alimentaire par voie de collecte en argent ou en nature et enverront sur place des « brigades alimentaires et sanitaires » pour contrôler la bonne distribution des secours et faire une étude sur le terrain des besoins locaux.

Des comités locaux d'A.I.C.F. ont déjà été créés à Paris, Caen, Metz, Nancy, Strasbourg, Avignon, Marseille, Montpellier et Pau. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de l'action ainsi engagée — souhaitant qu'ils soient le plus nombreux possible à participer à l'activité de ces comités locaux, voire à prendre l'initiative de leur fondation.

(1) L'adresse du siège central d'A.I.C.F. est 13, rue d'Uzès, Paris (2<sup>e</sup>).

#### LISTE ACTUELLE DES SECTIONS FRANÇAISES D'A.I.C.F.

PARIS	Patrick SIEGLER-LATHROPE 12, place Vendôme - Tél. 260-34-01
CAEN	Dominique NUGUES 46, rue Desmoueux, 14000 CAEN
METZ	Mme WITTMAN Mairie de Metz, 57038 METZ CEDEX - Tél. 16 (87) 76-91-00
NANCY	Mme WORMS 8, rue Glacis, 54000 NANCY
STRASBOURG	Mme GOEME 6, rue du Marché, 67000 STRASBOURG
AVIGNON	M. QUIQUEREZ, place de la Pastière, 84470 CHATEAUNEUF-DE-CADAGNE
MARSEILLE	Pierre AGARRAT 12, rue Arnaud, 13007 MARSEILLE - Tél. 91-18-26
MONTPELLIER	Daniel BENASSAYA Le Parc des Arceaux, Bât. A 3 rue Fabri-de-Paresc, 34100 MONTPELLIER - Tél. 16 (67) 54-51-95
PAU	M. LAFOURCADE 33, rue Louis-Barthou, GELOS, 64110 JURANÇON - Tél. 16 (59) 27-13-39.

# LE CHOIX INTERNATIONALISTE

Nous sommes à une époque où les mots perdent leur sens quand ils ne se mettent pas à signifier le contraire de ce qu'ils avaient toujours signifié. Cette corruption du langage n'est que le reflet de la corruption des concepts, des idées et des pratiques correspondantes. Quand le mot trahit son sens, il y a mensonge dans l'expression de la pensée et trahison dans l'action. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous dénonçons cette corruption, cette hypocrisie du langage. Découvrir le mensonge dans les mots du discours, c'est déjà faire besogne de clarification et de redressement.

Le mot « internationalisme », un de ceux qui nous ont le plus exaltés et qui revient encore souvent dans nos propos, est l'exemple du mot qui a été détourné de son sens au point qu'il en est venu à trahir l'idée qu'il recouvrait. C'est ainsi que, quand les dirigeants du P.C.F. eurent approuvé l'occupation de l'Afghanistan par l'armée dite soviétique, le journal « Le Monde » donna pour titre à son article : « *Le P.C.F. retourne à l'internationalisme* » (!). Donc pour ce grand journal, approuver l'ingérence militaire d'une puissance sur-armée dans un pays dont le gouvernement ne lui convenait pas (ou ne lui convenait plus), c'était être internationaliste ! Tandis que, sans doute, les partis communistes italiens et espagnols qui s'engageaient au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne l'étaient pas !

L'internationalisme qui fut toujours le sentiment et la pratique d'une solidarité réelle, effective avec les peuples et les personnes par-delà les frontières nationales (sans méconnaître les différences entre les habitudes, les mœurs et les religions), l'internationalisme donc se dégradait en soutien de la politique militaire d'un Etat. C'est à l'ombre des tanks de cet Etat estimé « progressif » que l'on était internationaliste ; que, selon « Le Monde », on retournait à l'internationalisme !

Ce retour incomplet au soutien inconditionnel de l'URSS, ce n'était même pas le retour à un semblant d'internationalisme communiste, puisque d'autres partis communistes, et parmi les plus importants désapprouvaient l'action militaire de l'URSS contre l'Afghanistan. C'était seulement l'expression outrée d'un nationalisme et d'un militarisme que l'on admire chez un autre après s'en être fait les champions dans son propre pays. C'était purement et simplement un retour au stalinisme.

L'action corruptrice des staliniens ne s'exerce pas seulement dans les mots. Mais elle s'y exerce en même temps que dans la pratique politique, dans le but évident et atteint quelquefois de « faire prendre des vessies pour des lanternes ». Ils ont même cru devoir ajouter au mot « internationalisme » l'adjectif « prolétarien ». L'imposture est plus grande encore. Les prolétaires de tous les pays que Marx appelait à s'unir à la dernière ligne du *Manifeste Communiste* ne se retrouvent que comme victimes dans cet « internationalisme prolétarien » qui consiste uniquement à soutenir, dans tous les pays, la politique du gouvernement de l'URSS. Contre elle aussi, les prolétaires de tous les pays ont à s'unir pour défendre leurs droits.

C'est le choix internationaliste que nous avons fait. On nous dira de regarder le monde tel qu'il est : affrontements de deux blocs dominateurs ; guerres locales entretenues par les deux grands ; dans chaque pays, violences et répressions quand ce n'est pas guerre civile ouverte par fanatisme religieux ; guerres tribales dans l'Afrique noire « libérée » ; partout, exaltation des égoïsmes nationaux. Où est l'internationalisme ? Il faut bien admettre que, sur ce point fondamental, notre idéal est notre but se sont éloignés jusqu'à être perdus de vue par beaucoup d'hommes de bonne volonté. Pourtant, l'esprit internationalisme survit, s'affirme et s'élargit dans des minorités agissantes de tous les pays : unification des revendications syndicales pour le droit au travail et la réduction du temps employé au travail socialement utile ; lutte pour l'égalité des droits ; batailles internationales écologistes pour la protection de la nature et contre le productivisme aveugle associé au gaspillage ; fraternité active avec les peuples et les hommes d'un autre niveau économique et culturel ; lutte contre la faim ; solidarité avec toutes les victimes des guerriers, des bourreaux et des tyrans.

Il n'est pas vrai que de tous ces cris ne se dégage pas une sorte de clameur universelle. Il n'est pas vrai qu'elle soit inefficace. Elle ne l'est pas quand elle suscite des actions réelles contre les effets les plus inhumains de l'organisation actuelle du monde (ou sa désorganisation). Elle ne le sera pas, si elle est suffisamment forte, contre la folie d'une troisième guerre mondiale.

Sur ce point, on nous objecte souvent qu'il y a deux camps dans le monde, et qu'il faut choisir le sien. Nous avons choisi le nôtre, le troisième camp des oppositions qui s'expriment dans tous les pays, inégalement, mais dans tous les pays. L'unisson de leur voix n'est pas couvert par les fracas, et c'est une internationale que cette voix chante ou qu'elle crie.

Nous n'avons pas d'autre détermination que d'y joindre notre propre voix. De jeunes militants devraient venir la soutenir, pour la liberté et le bien-être de tous les opprimés et exploités d'aujourd'hui. Les héritiers frauduleux d'une doctrine qui se voulait libératrice ont tué l'Internationale. Vive l'Internationale !

R. GUILLORÉ.

*« Je ne suis ni un homme de Parlement ni un homme de gouvernement et encore moins un homme d'Etat. Je suis un militant de la classe ouvrière et je n'ai qu'une espérance, celle que le jour où je mourrai, les ouvriers puissent dire : un des nôtres est mort, quelqu'un qui sentait comme nous, quelqu'un qui luttait avec nous, quelqu'un qui ne nous a jamais abandonnés. »*

Pietro NENNI  
(mort le 1<sup>er</sup> janvier 1980).

# PROPOS D'UN FRANC-TIREUR

## Le parti radical italien ou le sel de la terre

Je souhaite que beaucoup d'entre vous aient pu assister, mardi dernier 12 février, à l'interview de Marco Pannella, le leader du parti radical italien, par J.-L. Servan-Schreiber, dans le cadre de son émission *Questionnaire* à TF 1.

Pour tous ceux qui en ont « ras le bol » des jeux politiques et des socialismes frelatés, ce fut certainement une belle fête. Une sorte de réponse au beau discours d'Ignazio Silone, *Les vaincus invincibles*, prononcé au Vel' d'Hiv' en avril 1949 : « Ceux qui garderont intacte au fond de leur âme la foi dans les principes sacrés de la vie seront les plus forts. Leur voix sera étouffée, ils seront jetés en prison... [mais] en définitive ce seront eux les vainqueurs... Ce sera encore une fois la revanche d'Athènes et de Jérusalem, la revanche de l'esprit qui soumet l'Empire, la revanche de la vie sur la force brutale et sur la mort ».

Marco Pannella est à la fois l'héritier du conservatisme intelligent de Montesquieu et de Tocqueville, de l'individualisme plébéien de Proudhon et d'Alain, du recours à l'action directe non violente de Gandhi et de Martin Luther-King.

Vraiment le parti radical italien est un parti à part — un parti radical, au sens initialement très fort de ce terme, sens qu'il a toujours conservé dans les pays anglo-saxons... et qu'il retrouve actuellement en Italie. C'est en fait un parti libertaire et internationaliste, auquel adhère qui veut — la différence de nationalité ne constituant aucune barrière à l'adhésion. C'est ainsi que certains militants du mouvement écologiste *La Gueule ouverte* ont leur carte du Parti radical italien.

Le secrétaire général de ce parti est d'ailleurs un Français, Jean Fabre. Sur son insoumission, les autorités françaises fermèrent longtemps les yeux, lorsqu'il se rendait d'Italie en France. Elles se décidèrent, malgré tout, à l'arrêter, à l'automne dernier. C'est précisément ce que recherchait Jean Fabre et cette arrestation permit à Pannella, soutenu par le M.R.G. français de tenir à la Mutualité un grand meeting où il prit la défense des insoumis. Finalement le tribunal militaire jugea plus sage de considérer Jean Fabre comme dégagé de toutes obligations militaires.

A ceux qui désireraient posséder le texte intégral de l'interview, je conseille d'écrire à :

TF 1 Emission *Questionnaire* - B.P. 104  
75825 Paris Cedex 17

en joignant à la demande du texte un chèque barré de 10 F. Je crois qu'ils ne le regretteront pas.

## Le boycottage des Jeux Olympiques

Que d'encre et de salive a fait couler la décision du Président Carter de boycotter les Jeux de Moscou ! On se demande s'il faut s'y rendre ou ne pas s'y rendre ; on pèse le pour et le contre, comme l'a fait Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur* du 28 janvier. Et je confesse avoir, comme lui, beaucoup

hésité. Si ce boycottage allait aggraver « le complexe obsidional et le nationalisme ombrageux » des peuples de l'U.R.S.S. ? S'il allait pousser ce quarteron de généraux, qui, peut-être, guettent dans l'ombre la mort de Brejnev, à jouer la carte folle d'un coup d'Etat militaire et de l'apocalypse nucléaire ?

Malgré tout, si bornés que soient certains militaires, il est douteux qu'ils prennent un pareil risque. Il fallait la folie d'un Hitler pour jouer à tout coup le quitte ou double. Encore tablait-il sur le perpétuel aplatissement de l'Angleterre devant chacun de ses coups de force et, après que ses dirigeants furent entrés à reculons dans la guerre, sur la signature d'une « paix blanche » avec elle, au lendemain de l'écrasement de la France. C'est, au demeurant, cette illusion qui l'a conduit à l'erreur fatale qu'avait déjà commise Guillaume II et qu'il lui avait reprochée précisément dans *Mein Kampf* : contraindre l'Allemagne à se battre sur deux fronts, à la fois à l'Ouest et à l'Est. Car la signature du pacte germano-soviétique d'août 1939 ne l'avait pas fait renoncer au rêve allemand séculaire du « Drang nach Osten ».

Je fais donc le pari que, s'il y a de toute évidence reprise de la guerre froide, les dirigeants américains et soviétiques sauront marcher avec suffisamment d'acrobatie sur le fil du rasoir. Ce postulat admis, il m'apparaît logique de penser que puisque « l'identité écrasante des moyens utilisés par le fascisme et le communisme a fini par faire complètement oublier la différence de leur fin » (Jean Daniel dixit), il convient de ne pas sombrer dans l'angélisme que, sous le nom de politique d'« apaisement », pratiqua jadis Neville Chamberlain, entraînant dans son sillage des dirigeants français complices ou pusillanimes.

Il faut savoir donner à temps le coup d'arrêt qui permet d'éviter les catastrophes futures. Que de millions de vies humaines auraient été sans doute épargnées, si au moment de la réoccupation de la Rhénanie par Hitler en mars 1936, les troupes françaises étaient intervenues. On sait aujourd'hui que, si cette riposte avait eu lieu, les troupes allemandes se seraient immédiatement repliées sur la rive droite du Rhin. Le régime nazi, qui n'avait alors que trois ans d'âge, aurait-il pu survivre à une telle humiliation ?

Je me suis apparemment éloigné de la question des Jeux Olympiques. Pas tellement en fait. Les pires despotes sont friands de brevets de respectabilité. Que n'auraient pas fait Mussolini pour obtenir de Pie XI la signature des accords du Latran et Hitler celle du Concordat allemand de juillet 1933, véritables auréoles pour leur régime respectif ? Quitte à serrer ensuite la vis aux catholiques italiens ou allemands assez benêts pour avoir eu foi en leurs promesses ! C'est dans le même esprit que le général Videla devait faire le voyage de Rome, pour parader aux côtés de feu Jean-Paul I<sup>er</sup>, lors de son couronnement.

Les Jeux Olympiques peuvent être aussi considérés comme une sorte de brevet laïc de respectabilité. Réfléchissons un instant à ce qu'aurait signifié pour

l'Allemagne nazie le boycottage des Jeux de Berlin en 1936. C'eût été la plus spectaculaire des mises en quarantaine qui pût être imaginée. Le Président Roosevelt, qui n'eut jamais la moindre illusion sur le régime hitlérien, aurait pu le proposer, si l'opinion américaine, à cette époque, n'avait été submergée par la vague d'isolationnisme qui poussa le Congrès à voter les lois de neutralité des années 1935 à 1937. Car qui d'autre aurait pu le faire ? Certainement pas l'Angleterre où le conservateur Baldwin pratiquait déjà la politique d'« apaisement » que son successeur Chamberlain allait porter à son apogée au moment de Munich ! Et pas davantage la France où le gouvernement de Front populaire de Léon Blum se sentait obligé de « marcher sur des œufs », de crainte qu'un quelconque Weygand — voire un des deux maréchaux de France encore en vie, Franchet d'Esperey ou Pétain — ne fût tenté de se lancer dans un pronunciamiento analogue à celui de Sanjurjo, Mola et Franco. On alla donc à Berlin, et on s'y laissa éblouir à la fois par les exploits des athlètes et par les grandioses réalisations du régime, au moment où les adversaires du nazisme croupissaient en masse dans les prisons et les camps. Hitler pouvait se frotter les mains : ce flux de touristes émerveillés, c'avait été ses « otages ». Il les avait « eus » tous et bien « eus » ! On connaît malheureusement la suite. Il faudrait tout de même que les leçons du passé servent à quelque chose.

Dans un article du *Matin* (2 février), l'ami Manceron prétend que « quelle que soit la lourdeur de ses pavés, l'ours n'est pas un vampire, et la patrie de la révolution d'Octobre n'est pas celle du nazisme ». Allons donc, Manceron ! Il y a beau temps que la révolution d'Octobre a été assassinée par « Czar Staline », comme disaient Monatte, Rosmer et Louzon. Et le « dégel » amorcé par le bonhomme Krouchtchev, ce « paysan du Don » n'a duré que l'espace de quelques printemps. Où voyez-vous encore la révolution d'Octobre ? Dans la gérontocratie du Politburo ? Dans une bureaucratie et une

police qui constituent le plus parfait héritage du tsarisme ? Dans cette clique de militaires qui, peut-être, poussent Brejnev à risquer la guerre et peuvent rêver de lui succéder ?

Non, la politique étrangère des actuels dirigeants de l'U.R.S.S. n'est pas plus une politique socialiste que la conquête napoléonienne n'était une « croisade révolutionnaire ». Certes, un réactionnaire fieffé comme Metternich pouvait considérer Napoléon comme un « Robespierre à cheval ». Mais Beethoven ne s'y trompait pas, qui avait biffé rageusement la dédicace au Premier Consul de sa « Symphonie héroïque », lorsque celui-ci s'était fait sacrer Empereur.

Ne nous laissons pas impressionner par les déclarations bêtifiantes du Comité international olympique, qui, obnubilé par des considérations techniques à bien courte vue, prêche désespérément que le sport et la politique ne doivent pas interférer. Le sport des Jeux Olympiques est, en tout état de cause, bien suspect. On appelait cela autrefois de l'« amateurisme marron ».

Il y aurait bien évidemment, à la rigueur, ce que j'appellerais la « solution Pannella ». On irait à Moscou pour y manifester sa solidarité avec les dissidents et y condamner l'impérialisme russe. On vous emprisonnerait alors, ou on vous internerait, et cela sensibiliserait l'opinion mondiale. Mais n'est-ce pas là utopie ? Tout d'abord, on épluchera les visas d'entrée et sans doute aura-t-on assez d'esprit pour reconduire à la frontière, sans les malmener de façon excessive, les contestataires étrangers.

Il vaut donc mieux, à mon sens, ne pas aller à Moscou. De toute façon, ce sont les dissidents soviétiques eux-mêmes, un Andréï Sakharov ou un Alexandre Zinoviev qui nous conjurent de pratiquer ce boycottage. Ne sont-ils pas un peu orfèvres en la matière ?

**SANTEUIL.**

## NOS REUNIONS EN PROVINCE

Pour le dimanche 30 mars, entre Toulouse et Bordeaux, amis du Sud-Ouest, choisissez !

De même qu'elle a retenu la suggestion de Louise Cazaubon de fonder une association *L'Amitié Monatte, Rosmer et Louzon* — l'éditorial de notre prochain numéro y sera consacré — la réunion du 9 février de l'Union des Syndicalistes a été d'accord pour la tenue de réunions régionales des abonnés et sympathisants de la R.P.

Puisque c'est Louise Cazaubon qui est à l'origine de ce projet, je propose que la première de ces réunions rassemble nos amis du Sud-Ouest.

La date du dimanche 30 mars vous conviendrait-elle ? Sinon, quelle autre proposeriez-vous ?

En ce qui concerne le lieu de la réunion, nous avons hésité entre Toulouse et Bordeaux. Certes, nous avons beaucoup plus d'abonnés dans la Gironde que dans la Haute-Garonne.

Mais notre vétéran Ferdinand Charbit demeure à Toulouse et le choix de cette ville constituerait le témoignage amical de notre reconnaissance pour la place éminente qu'il a tenue dans la vie de la R.P.

## LE BANQUET DU 55<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA R.P.

La réunion du 9 février de l'Union des Syndicalistes a décidé d'en repousser la date au *DIMANCHE 27 AVRIL*.

Ce délai de quelques semaines nous est en effet nécessaire pour approfondir nos contacts avec les jeunes camarades et les militants des autres organisations que nous intéressons à nos efforts, notamment l'A.I.C.F. à laquelle est consacrée l'éditorial de ce numéro.

Une légère ombre au tableau. La participation de l'ordre de 60 F annoncée dans la R.P. de janvier va devoir être révisée en hausse. Il ne nous sera sans doute guère possible de nous en tirer à moins de 70 F (minimum) par convive.

Néanmoins l'importance de cette réunion compensera largement, nous en sommes sûrs, ce supplément de sacrifice pécuniaire demandé à nos amis.

Faites-nous savoir, au plus tôt, si vous comptez être des nôtres le 27 avril.

# ATTENTION ! DANGER !

On aura vu, d'autre part, les commentaires relatifs aux récents événements internationaux qui ont provoqué une recrudescence des querelles qui divisent le monde ouvrier depuis l'échec électoral de mars 1978. On en est maintenant aux invectives et aux injures ce qui n'est pas pour arranger les choses. Et ce qui est grave, c'est que l'accentuation de cette discorde se répercute dans les centrales syndicales qui voient, tout comme les partis, leurs effectifs, gagnés par le découragement et la désespérance, s'amenuiser progressivement, tandis que, dans le même temps, la crainte du chômage grandissant émousse la combativité ouvrière.

Dans ce contexte, il importe d'attirer l'attention des militants sur les dangers d'une situation sociale qui tend à se détériorer de plus en plus et d'un relâchement de notre vigilance pour la sauvegarde de nos libertés et des conquêtes sociales si chèrement acquises dans le passé.

La menace n'est pas vaine. Une certaine maffia synarchique, obsédée par la réussite de Pinochet, le liquidateur de la démocratie chilienne, guette nos défaillances, prête à occuper le terrain que notre imprévoyance lui abandonnerait. Certes, nous ne sommes pas en Amérique du Sud, mais nous aurions tort de vouloir nous rassurer inconsidérément.

Il ne s'agit pas ici de vouloir dramatiser outre mesure, mais de montrer à travers les expériences du passé ce qui peut survenir si nous laissons le mouvement ouvrier s'effriter, s'amoinrir par les dissensions paralysantes.

On lira ci-dessous ce qui s'est tramé en 1937 pour abattre le Front Populaire et reconquérir les positions de domination que les tenants des classes dirigeantes avaient dû abandonner lors des accords Matignon de juin 1936.

Or tels ils étaient hier, tels ils sont restés. Souvenons-nous, ça n'est pas si vieux, au moment de la guerre d'Algérie, le complot des ultras de l'armée, les généraux Salan, Challe et compagnie, appuyés par les plastiqueurs de l'O.A.S. s'attaquant aux biens et aux personnes opposées à la survivance colonialiste et fomentant des attentats dont le général de Gaulle lui-même faillit être la victime.

Plus récemment sont intervenus nombre d'attentats racistes, les assassinats d'adversaires déclarés comme Henri Curiel, réfugié politique abattu par un commando d'extrême-droite en mai 78, et Pierre Goldman, tué en septembre 79 par un réseau « Honneur de la police » qui avait déjà revendiqué un attentat contre la voiture d'un responsable des services d'ordre de la C.G.T.

Dans les entreprises on ne compte plus les procédés violents et illégaux utilisés par le patronat contre les travailleurs pour tenter de les contraindre à la docilité ; élections professionnelles truquées, licenciement des délégués ouvriers régulièrement élus et autres brimades contre les droits syndicaux.

On assiste aux tentatives d'implantation de sections professionnelles d'entreprise du R.P.R. pour une action conjointe avec les syndicats jaunes de l'ex-

C.F.T. (1) dont on sait les pratiques permanentes d'intimidation, de provocation, voire d'agression physique envers les récalcitrants à ses visées et dont les exploits de briseurs de grève de ses ressortissants ont encore été illustrés voici peu par la fusillade d'un piquet de grève des Verreries Champenoises, à Reims, qui fit un mort et plusieurs blessés.

On pourrait évoquer aussi les résurgences de l'idéologie dont se réclamait le national-socialisme hitlérien qui apparaissent chez les théoriciens de la « Nouvelle droite » et qui ne sont pas sans rapport avec la chasse aux sorcières politico-policière caractérisée par la modernisation des méthodes d'espionnage politique et syndical, les écoutes téléphoniques sur ordinateur central du ministère de l'Intérieur, les micros installés dans les locaux « sous surveillance » ; cela sans oublier la mise en fiches de milliers de militants, tenues à jour par les soins du service des renseignements généraux en liaison avec les directions d'entreprises et la Sécurité militaire, ce qui constitue un redoutable pouvoir de contrôle et de manipulation des individus et permet d'établir un front uni dans l'éventualité d'une offensive de grande envergure contre les libertés individuelles et collectives.

Et le tableau ne serait pas complet si on n'y ajoutait les polices d'entreprise dont les méfaits, tel le meurtre du jeune militant gauchiste, Pierre Overney chez Renault, comme ceux des milices patronales de Peugeot, Citroën et autres Simca, qui défrayent trop souvent la chronique sociale par les exactions de nervis bien entraînés et bien payés, anciens paras nostalgiques de l'O.A.S., du S.A.C., etc., tous mercenaires recrutés par des offices de placement intérimaire spécialisés dans ce genre d'opérations.

Bref, tous ces faits conduisent à faire un rapprochement entre le climat politico-social actuel et celui qui a précédé l'épisode des années trente rappelé plus haut et dont voici la relation où chacun pourra trouver matière à réflexion.

★

Nous étions en juin 1937, le gouvernement Léon Blum, un an après la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier, venait d'être renversé par les oligarchies financières qu'il n'avait pas su mettre au pas, voulant, au contraire, les rassurer en déclarant, dès son arrivée au pouvoir : « Nous serons les gérants loyaux de l'économie du pays ». Sa chute allait, en tout cas, porter un coup mortel au Front Populaire avec le gouvernement du radical de droite, Chautemps, qui prenait la relève. Et déjà, les groupements d'extrême-droite s'agitaient de nouveau impatients de prendre leur revanche sur les atteintes portées à leurs profits et à leurs privilèges par les conquêtes ouvrières.

Dissoutes par le décret du 23 juin 1936, les ligues fascistes, Croix de Feu et autres, s'étaient très légalement reconstituées peu après au sein d'un nouveau

(1) Cette même C.F.T., soutenue par nombre de parlementaires R.P.R. qui ont vainement réclamé jusqu'alors que lui soit accordé le statut d'organisation syndicale sur le plan national interprofessionnel.

